

**Séance ordinaire du
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Patrick VIGNAL.

**Convention de partenariat portant mise en œuvre des séances du comité médical
et de la commission de réforme - Approbation**

D'après une note du secrétariat général/DRH/Sous-direction de la qualité de vie au travail du Ministère des affaires sociales liée à la saisine du Conseil d'Etat dont l'avis a été rendu le 23 octobre 2014, il revient dorénavant aux collectivités territoriales d'assurer eux-mêmes la charge du secrétariat des comités médicaux et commissions de réforme et l'instruction des dossiers.

Dans le cadre de la loi n°84-53 et ses articles 14 et 23, il est prévu que les collectivités et établissements non affiliés à un centre de gestion assurent par eux-mêmes les missions confiées aux centres de gestion.

Au regard de ces évolutions, la Ville a souhaité mettre en place un secrétariat d'un comité médical et d'une commission de réforme et en a déterminé les conditions de mise en œuvre, tant financière que fonctionnelle de cette nouvelle organisation.

Ce secrétariat du comité médical et de la commission de réforme est placé au sein du service Activité – Santé.

Les missions principales assurées par le secrétariat du comité médical et de la commission de réforme sont :

- l'instruction administrative des dossiers des agents relevant de la fonction publique territoriale.
- la désignation des médecins, de représentants du personnel pour chaque comité médical et commission de réforme
- le suivi et le traitement administratif des dossiers présentés au comité médical et à la commission de réforme
- la prise en charge des convocations adressées aux différents membres, médecins agréés, représentants du personnel.
- la rédaction des Procès-verbaux à l'issue de chaque séance et la transmission des avis.

Aujourd'hui, avec l'accord de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) et des collectivités partenaires (Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée d'Agde, Ville d'Agde, Ville de Sète, CCAS de Sète et de Sète Agglopôle Méditerranée), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se proposent d'organiser les séances du comité médical et de la commission de réforme dans les locaux de la mairie au lieu de ceux de la DDCS, sous la présidence d'un représentant de l'Etat pour les commissions de réforme, chaque collectivité assurant son secrétariat.

Ce dispositif vise à améliorer les conditions matérielles d'organisation des séances du comité médical et de la commission de réforme et à favoriser leur bonne tenue.

Les missions essentielles de la Métropole et de la Ville de Montpellier seront d'assurer, la convocation des médecins, la tenue du calendrier prévisionnel, la communication dédiée exclusivement aux collectivités partenaires des dates et lieux retenus pour chaque instance, l'information aux collectivités, dès qu'elle en aura connaissance, quant à la désignation du Président de séance (acteur DDCS) et des médecins siégeant aux instances.

La Ville et la Métropole accueilleront gracieusement les réunions du comité médical et de la commission de réforme.

Chaque collectivité rémunèrera les médecins siégeant le jour de l'instance en fonction du nombre de dossiers présentés.

Ces dispositions sont consignées dans une convention de partenariat annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 juin 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_partenariat_CMCRv6.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180628-40169-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/07/18
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.